



Lettre d'info | n°13
mai 2011

Enseignement primaire de qualité

Au cours de cette dernière décennie, de plus en plus d'enfants ont trouvé le chemin de l'école. Entre 1999 et 2008, le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de 39 millions. Bien que le taux de scolarisation augmente, les résultats d'apprentissage des enfants dans le Sud restent médiocres. Beaucoup d'entre eux quittent l'école primaire sans savoir ni lire, écrire ou calculer et sans avoir acquis les compétences de base pour mener une vie décente.

La qualité limitée de l'éducation dans le Sud est à la base du problème. L'augmentation rapide du nombre d'élèves met une lourde pression sur les systèmes éducatifs des pays du Sud. En outre, ils sont toujours confrontés à des contraintes budgétaires importantes ainsi qu'à un manque de connaissances et d'expérience.

Des efforts supplémentaires doivent urgemment être réalisés pour l'éducation primaire dans les pays du Sud. L'augmentation du taux de scolarisation reste à l'ordre du jour, mais la priorité doit être donnée au rehaussement des résultats scolaires en améliorant la qualité de l'enseignement. ■



Plan

Chaque enfant compte.

■ Des millions d'enfants dans le Sud quittent chaque année l'école primaire sans même être capables d'écrire une simple phrase ou de résoudre une équation.

→ À lire en page 6

■ En raison des budgets limités, les ministères de l'éducation dans le Sud cherchent des moyens d'économiser. La qualité de l'enseignement est souvent la première sacrifiée.

→ À lire en page 7

■ Une éducation de qualité contribue à la réduction de la pauvreté, à une meilleure santé, à l'égalité des chances et à la démocratie.

→ À lire en page 8

■ La majorité du budget éducation de la Coopération belge au développement est alloué à l'enseignement supérieur. Les fondements des compétences scolaires et de vie sont cependant posés dans l'enseignement primaire.

→ À lire en page 12



Un enseignement primaire de qualité dans le Sud¹

Depuis la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), l'enseignement est reconnu comme un droit humain universel. La Déclaration des Droits de l'Enfant de 1959 et la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant de 1989 confirme ce droit à l'éducation pour tous les enfants au monde. Et pourtant, plus de 60 ans après l'adoption de la DUDH et 20 ans après l'adoption de la CIDE, des millions d'enfants dans le monde ne vont toujours pas à l'école.

Il y a heureusement eu du progrès au cours de ces dernières décennies. Entre 1999 et 2008, le nombre d'enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire à travers le monde a baissé de 39 millions. Ce sont de bonnes nouvelles, mais ce n'est pas encore gagné : 67 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école primaire.²

Ce progrès a été réalisé en partie grâce à la pression des accords internationaux tels les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le cadre d'action de l'« Éducation pour tous » ou EPT (voir encadré). Les OMD et le cadre d'action EPT visent une participation universelle à l'enseignement primaire d'ici 2015. L'approche des OMD est cependant très quantitative, mettant principalement l'accent sur l'augmentation de l'« accès » à l'éducation. Élargir l'accès à l'éducation n'est pas le seul facteur important dans l'amélioration des résultats scolaires des enfants dans le Sud. De nombreux élèves décrochent prématurément et/ou quittent l'école sans être capable de lire, écrire ou calculer et sans maîtriser les compétences de vie essentielles. Le cadre d'action « Éducation pour tous » opte ainsi pour une approche plus globale de l'éducation, où la qualité est primordiale. ■

L'éducation dans les engagements internationaux

L'article 28 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant stipule que les États doivent veiller à ce que l'enseignement primaire soit obligatoire et gratuit pour tout le monde. Selon la CIDE, le droit à l'enseignement ne peut pas se limiter à l'accès à l'enseignement. Un enseignement de qualité, qui apprend des choses vraiment utiles aux enfants, est inhérent au droit à l'enseignement primaire. L'article 29 de la Convention énonce les objectifs précis que l'enseignement devrait poursuivre.

Outre la CIDE, il existe deux autres engagements internationaux importants relatifs au droit à l'enseignement primaire : les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le cadre d'action « Éducation pour tous » (EPT).

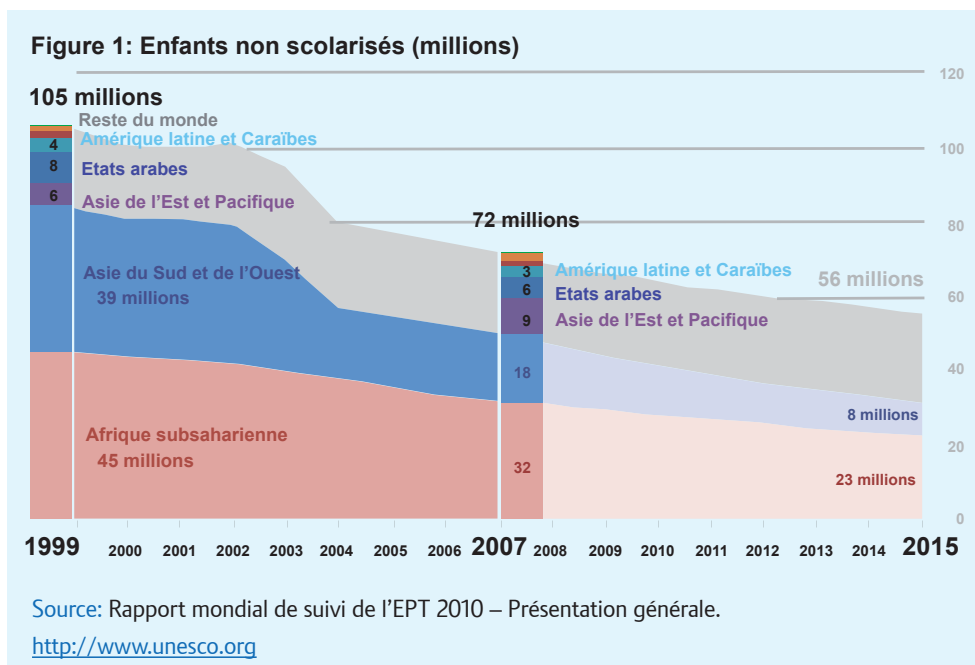
L'« Éducation pour tous » est un mouvement mondial qui vise un enseignement de qualité pour tous les enfants, les adolescents et les adultes. L'initiative EPT s'est réunie une première fois au cours de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour Tous en 1990 à Jomtien, en Thaïlande. 10 ans plus tard, en 2000, l'initiative s'est à nouveau rassemblée à

Dakar, au Sénégal. L'engagement de réaliser l'Éducation pour Tous d'ici à 2015 y a été renouvelé. Au même moment, six objectifs d'éducation ont été formulés, qui constituent le cadre d'action EPT. Fait remarquable : contrairement aux OMD, il s'agit ici d'une vision très large de l'éducation. Outre l'enseignement primaire (objectif EPT 2) et l'égalité des sexes (objectif EPT 5) une attention est accordée à l'enseignement maternel (objectif EPT 1), l'enseignement pour adultes (objectif EPT 4) et la formation continue (objectif EPT 3). L'amélioration de la qualité de l'enseignement constitue le sixième objectif du cadre d'action EPT.

Dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, deux objectifs mettent l'accent sur l'enseignement primaire : l'OMD 2 « l'éducation primaire pour tous » et l'OMD 3 « l'égalité des sexes ». Ces OMD ont avant tout une approche quantitative vis-à-vis de ces objectifs. L'accent est mis sur l'accès à l'enseignement primaire (taux net de scolarisation, le pourcentage de filles dans l'enseignement, le pourcentage d'enfants qui clôturent le cycle de l'enseignement primaire, ...). Dans une telle approche, la qualité de l'enseignement est clairement d'une importance secondaire. ■

Progrès en termes d'accès : la nuance est de mise

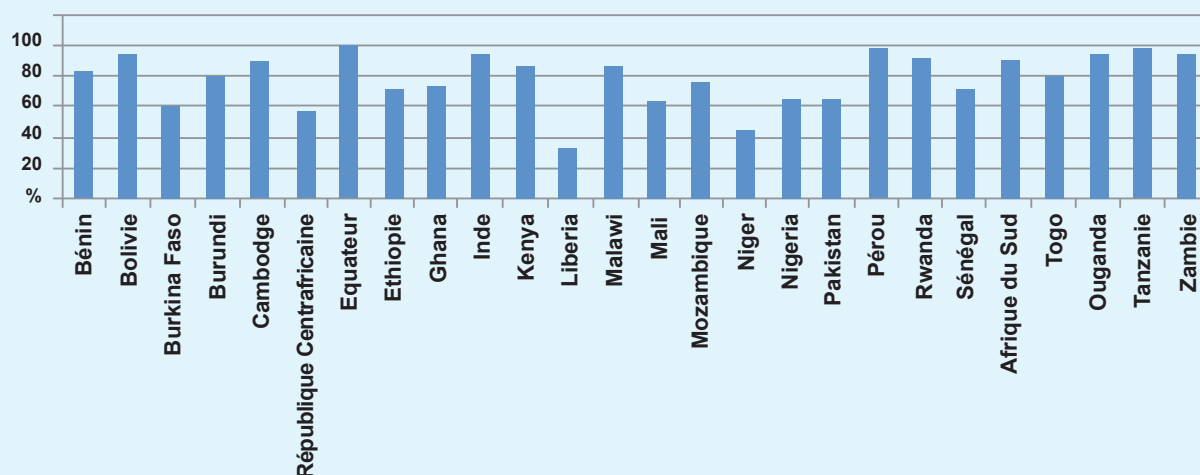
Contrairement aux années 90, qui sont considérées comme une « décennie perdue » en matière d'enseignement dans le Sud, des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'accès universel à l'éducation depuis la formulation du cadre d'action EPT à Dakar en 2000. Ces nouvelles positives doivent toutefois être quelque peu nuancées.



Si les tendances actuelles persistent, 56 millions d'enfants ne seront toujours pas scolarisés en 2015, la date limite fixée pour « l'accès universel à l'enseignement primaire » (voir Figure 1). En outre, il est frappant de constater que les plus grands progrès ont été réalisés entre 2002 et 2004. Le nombre d'enfants fréquentant l'école a augmenté de 22 millions pendant cette période. Depuis 2004, le progrès est

beaucoup moins prononcé. Plus il y a d'enfants qui vont à l'école, plus il est difficile de toucher le groupe d'enfants qui n'y va pas. Ces « persistants » sont souvent les enfants les plus vulnérables et défavorisés. Ce sont par exemple des filles, des enfants provenant des familles les plus pauvres, vivant dans les zones rurales et éloignées ou appartenant à des minorités ethniques. ■

Figure 2: Taux d'inscription net dans l'enseignement primaire



Source: Rapport mondial de suivi de l'EPT 2010 - Tableaux statistiques

De plus, ces chiffres masquent de grandes différences entre les pays. Ce sont surtout les pays de l'Afrique subsaharienne qui restent confrontés à une participation très faible dans l'enseignement primaire (voir Figure 2). 45% des enfants qui ne fréquentent pas l'école dans le monde vivent dans cette région. En 2007, un quart de tous les enfants africains en âge de suivre l'enseignement primaire n'allait pas à l'école.

Non seulement le taux net de scolarisation varie considérablement d'un pays à l'autre, mais les progrès ne sont pas aussi prononcés dans tous les pays. Un grand nombre ne réalise que peu ou pas de progrès et régresse même. Les pays touchés par des conflits tels que la RDC, le Soudan et la République centrafricaine font face à une situation très difficile. ■

Des chiffres peu fiables

Les chiffres utilisés ici sous-estiment probablement l'ampleur réelle du problème. Les chiffres sont basés sur les statistiques officielles du gouvernement, qui, dans le passé, se sont souvent révélées peu fiables. Des études alternatives sur le nombre d'enfants ne fréquentant pas l'école, menées dans 29 pays d'Afrique et d'Asie, présentent

par exemple des données qui dépassent de 30% les chiffres officiels. En outre, ces chiffres ne prennent en compte que les enfants actuellement en âge d'aller à l'école primaire. Les millions d'adolescents et d'adultes qui n'ont jamais été à l'école primaire ont été exclus de ces statistiques du gouvernement et donc des analyses. ■



Le droit à l'éducation dépasse l'« accès » à l'école

« Aller à l'école » n'est cependant pas suffisant. L'accès à l'éducation n'est qu'un moyen d'apporter les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires aux enfants, qui leur permettent de participer à la vie sociale, économique et politique. Cet aspect est souvent oublié dans le contexte actuel du développement. La participation à l'enseignement (y compris dans les OMD) devient une fin en soi sans tenir compte des résultats scolaires obtenus.

» Aller à l'école permet aux enfants de participer à la vie sociale, économique et politique

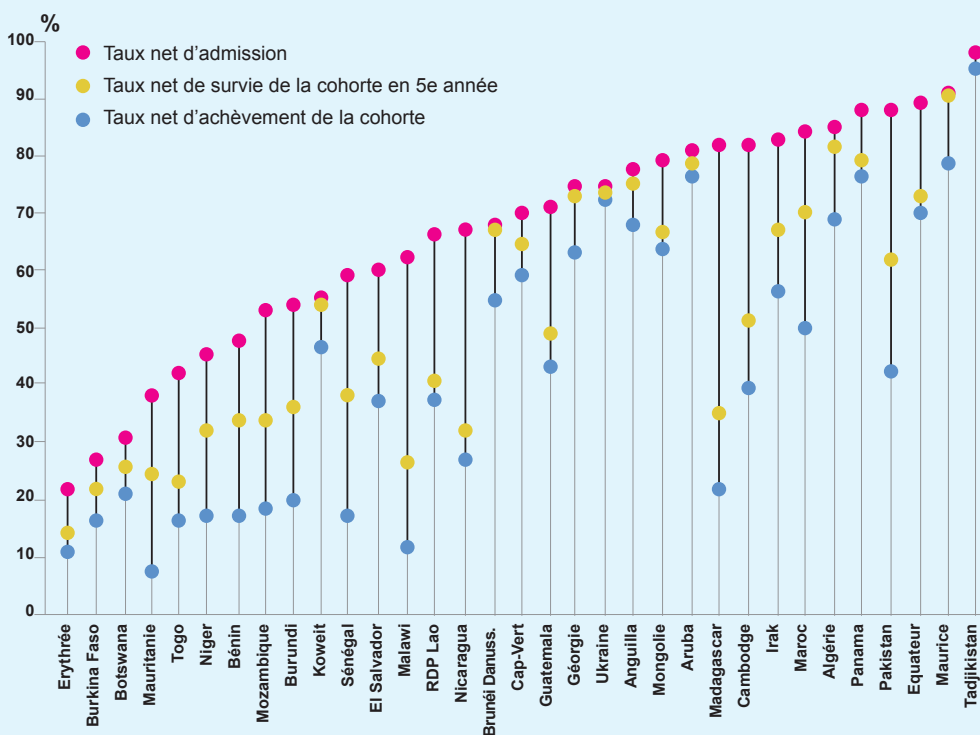
Dans la moitié des pays d'Asie du Sud, d'Asie de l'Ouest et d'Afrique subsaharienne, plus d'un tiers des enfants qui commence l'enseignement primaire abandonne prématurément. Rien qu'en Afrique subsaharienne, cela signifie que, chaque année scolaire, 10 millions d'enfants n'achèvent pas leur scolarisation.³ Beaucoup d'enfants n'arrivent même pas à bout de la première année. En 2006, 9% des enfants en Afrique subsaharienne

Dans le Sud, une grande partie des enfants qui commence l'enseignement primaire n'atteint jamais la ligne d'arrivée (voir Figure 3).

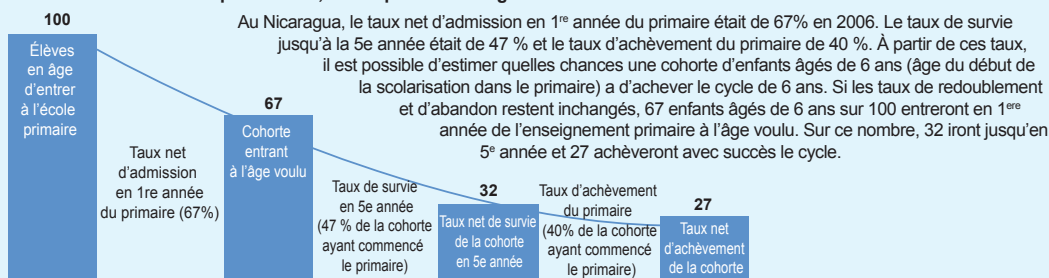
et 13% des enfants en Asie du Sud et de l'Ouest ont quitté l'école avant d'avoir terminé la première année.

De plus, un grand groupe d'enfants ne rejoint le système scolaire qu'à un âge plus tardif. Dans la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, plus de 50% des enfants commencent leur scolarisation après l'âge de 5 ou 6 ans. Il s'agit d'une mauvaise chose non seulement pour les enfants, mais aussi pour la qualité de l'enseignement. Un afflux tardif amène des enfants d'âges différents à se retrouver dans une même classe. Des enfants de 6 ans sont mélangés à des enfants de 9, voire 10 ans et plus. Dans de telles situations, il est très difficile de fournir un enseignement de qualité et adapté pour tous. ■ ■ ■

Figure 3: Les enfants entrant à l'école primaire n'ont pas tous les mêmes chances d'achever la dernière année du cycle
Taux nets d'admission en 1^{ère} année du primaire par rapport aux taux nets d'achèvement de la cohorte, pays sélectionnés, 2006



Taux nets d'achèvement par cohorte, l'exemple du Nicaragua



Source: Rapport mondial de suivi de l'EPT 2010, p.80

³Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011

■ ■ ■ Même quand les enfants du Sud terminent leur cycle primaire, leurs résultats scolaires sont très faibles. Des millions d'enfants quittent chaque année l'école primaire sans savoir lire, écrire, formuler une simple phrase ou résoudre un simple calcul :

- Dans une étude menée en Tanzanie, 20% des élèves de la dernière année n'a pas su lire une phrase destinée à la 2^e année.⁴
- Dans une étude menée au Pakistan, 30% des enfants âgés de 10-12 ans ne savait pas lire un simple paragraphe et 42% ne savait pas résoudre un simple calcul.⁵

Il y a deux raisons majeures à ces mauvais résultats scolaires, à savoir une entrée tardive à l'école et un taux d'abandon scolaire élevé.

Première explication : dans de nombreux pays du Sud, l'éducation préscolaire manque cruellement. Les jeunes enfants sont ainsi mal préparés aux attentes requises par l'école primaire. En 2010, Plan Belgique a donc mené une campagne intensive pour une plus grande attention pour l'enseignement maternel dans le Sud.

La deuxième explication pour ces résultats médiocres, l'afflux tardif et les taux élevés d'abandon scolaire dans le Sud est la faible qualité de l'enseignement en soi. Les classes sont surpeuplées, les enseignants sont souvent mal formés et mal payés, il y a un manque d'équipement, d'infrastructure et de systèmes d'inspection, les méthodes d'enseignement sont dépassées et le contenu des cours n'est souvent pas pertinent pour la vie quotidienne des élèves, etc. ■

Qu'entend-on par un enseignement de qualité ? À quels obstacles celui-ci est-il confronté ?

Les enseignants

Le corps enseignant est peut-être le facteur majeur déterminant pour la qualité de l'enseignement dans un pays. Malheureusement, les défis dans ce domaine ne sont certainement pas des moindres.

Un corps enseignant sous pression

En raison de l'augmentation rapide du nombre d'enfants fréquentant l'école, le corps enseignant dans le Sud est victime d'une pression considérable. Les pays en développement doivent trouver de nombreux nouveaux enseignants en très peu de temps (voir Figure 4). Pour atteindre « l'éducation primaire universelle » à travers le monde d'ici 2015, un nombre supplémentaire de 1,9 million d'enseignants est nécessaire. L'Afrique subsaharienne représente les deux tiers de ce nombre, soit 1,2 million d'enseignants.

L'enseignement supérieur dans ces pays n'est pas équipé pour former le nombre requis d'enseignants. La formation est donc souvent raccourcie. En raison du faible niveau d'éducation dans le Sud, il est très difficile de trouver suffisamment d'étudiants dont le niveau est assez élevé pour débiter la formation d'enseignant. La pénurie d'enseignants qualifiés reste donc un problème à résoudre de toute urgence.

Classes surpeuplées et méthodes d'enseignement traditionnelles

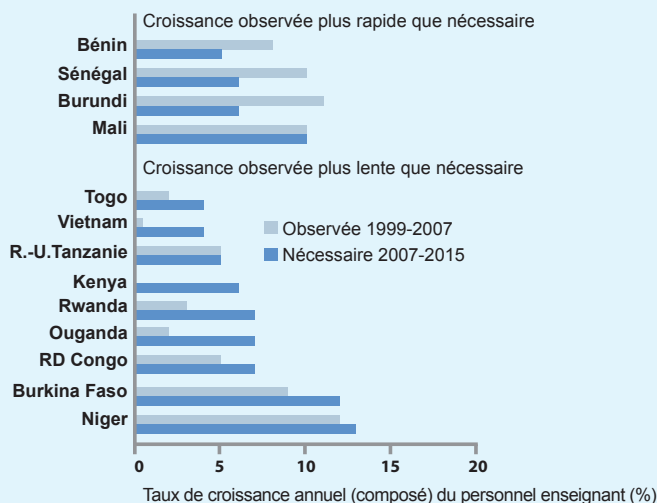
Il n'est pas étonnant que les classes dans le Sud soient souvent très peuplées. En Afrique subsaharienne, la moyenne d'enfants par enseignant est de 45 élèves, pour 39 en Asie du Sud et de l'Ouest. Cette fois encore, les chiffres cachent des différences importantes entre les pays. Dans des pays comme le Mozambique ou la Zambie, par exemple, la moyenne est de respectivement 64 et 61 élèves par enseignant. À titre de comparaison, la classe d'un enseignant européen compte 18 élèves en moyenne.⁶ De

plus, le nombre d'élèves est particulièrement trop élevé dans les premières années. Précisément le moment où les bases sont posées pour le reste de l'enseignement scolaire : lire, écrire et calculer.⁷

Les méthodes d'enseignement utilisées par les enseignants sont encore très traditionnelles. Les enfants sont considérés comme des bénéficiaires passifs des connaissances plutôt que comme des acteurs compétents contribuant activement à leur propre apprentissage. Les enseignants sont souvent très attachés aux matières et aux exercices prescrits dans les manuels. Dès lors, le lien entre les connaissances académiques et les compétences utiles dans la vie quotidienne des élèves est souvent inexistant.

Figure 4:
Le rythme de création de nouveaux postes devra s'accélérer si l'on veut parvenir à l'enseignement primaire universel d'ici à 2015

Croissance annuelle du nombre de postes d'enseignants nécessaires pour atteindre l'enseignement primaire universel d'ici à 2015, pays sélectionnés



⁴ Résultats d'une étude UWEZO – issus de la présentation d'Elise Legault, de l'équipe du Rapport mondial de suivi EPT

⁵ Résultats d'une étude ASER – issus de la présentation d'Elise Legault, de l'équipe du Rapport mondial de suivi EPT

⁶ Rapport mondial de suivi de l'EPT "Free Education for All: trade-off between quality and quantity", présentation par Elise Legault à l'Université d'Anvers – 25 octobre 2010

⁷ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011

Pourquoi investir dans la qualité ?

L'accès à l'éducation est directement lié à la qualité

” Ce n'est pas parce que les enfants vont à l'école qu'ils y apprennent réellement quelque chose.

C'est pourquoi la « qualité » est aussi importante que « l'accès ». Les deux aspects sont étroitement liés. Pour de nombreuses familles dans le Sud,

la scolarisation des enfants représente un gros investissement. En soi, la démarche est onéreuse. Sans compter la foule de coûts indirects à couvrir : un écolier n'a pas le temps de participer aux travaux ménagers, de surveiller ses frères et sœurs cadets, de travailler dans les champs, etc. Si la qualité de l'éducation est mauvaise et que les enfants n'apprennent rien à l'école, les parents ne seront pas enchantés d'y sacrifier leurs enfants ou, pire encore, ils n'hésiteront pas à les en retirer. Une éducation de qualité garantit donc aussi que davantage d'enfants se rendront à l'école. De plus, un système qualitatif n'engendre pas seulement de meilleurs résultats dans les matières de base comme la lecture, l'écriture et les mathématiques : investir dans la qualité, c'est investir dans les connaissances, compétences et attitudes dont les enfants ont besoin dans d'autres aspects de la vie.

Réduction de la pauvreté et développement économique

Une éducation de qualité, qui prête attention aux « compétences de vie », contribue à la réduction de la pauvreté et au développement économique. Des recherches démontrent qu'il y a une corrélation positive entre la qualité de l'éducation et les revenus des individus d'une part (*lifetime income*)⁸, et leur capacité à participer activement à la société⁹ d'autre part. Une population professionnelle mieux formée contribue à la croissance économique, à la prospérité et à la réduction de la pauvreté en général.^{10 11} Une société proposant une éducation de qualité offre aussi plus de place à l'innovation, accroît la productivité et introduit de nouvelles technologies plus rapidement et plus facilement.

Santé

Une éducation de qualité qui va au-delà des connaissances et compétences académiques joue un rôle important dans l'amélioration de la santé des enfants dans le Sud. Il est important que le volet éducatif prête une attention particulière aux questions telles l'hygiène, une bonne nutrition, la prévention de maladies (paludisme, le VIH/SIDA¹² et les MST), la sensibilisation au tabac, à l'alcool et aux drogues et même à l'éducation routière. De plus, les effets positifs de l'éducation sur la santé des enfants est transgénérationnelle. Un enfant d'une mère qui sait lire et écrire a 50% de plus de chances d'atteindre l'âge de 5 ans.¹³ ■ ■ ■

⁸ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2005, p. 44 - 45

⁹ Banque asiatique de développement, Policy on Education: <http://www.adb.org/documents/policies/education/educ0300.asp?p=policies>

¹⁰ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2005, p. 45-46

¹¹ Banque Mondiale – www.worldbank.org/education

¹² Rapport OMD 2009, p. 18

¹³ Campagne mondiale pour l'éducation – <http://www.campaignforeducation.org/fr/leducation-pour-tous-pourquoi/pourtant-ils-sont-des-millions-a-en-etre-prives> .

Des résultats similaires sont légion. Entre autres : The Impact of Women's Literacy on Child Health and its Interaction with Access to Health Services. P. Sandiford, J. Cassel, M. Montenegro and G. Sanchez. Population Studies, Vol. 49, No. 1 (Mar., 1995), p. 5-17; Murthi, M., A-C. Guio, and J. Dreze. 1995. Mortality, fertility, and gender bias in India: A computer simulation. Population and Development Review 21, p. 745-782.



Égalité, coexistence et changement social

Une éducation de qualité qui tient compte des possibilités d'enseignement des groupes les plus défavorisés (les filles, les enfants des familles les plus pauvres, provenant de zones rurales ou issus de minorités ethniques) leur donne très vite l'occasion de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la discrimination. De cette façon, une éducation de qualité joue un rôle capital dans la création d'une société où l'égalité est un principe fondamental.

Une éducation de qualité accorde également une attention particulière aux valeurs et attitudes comme le respect des droits de l'homme, la démocratie, la liberté, la paix et le respect des autres religions, nationalités, minorités ethniques, philosophies, ...¹⁴

De cette façon, l'enseignement promeut la coexistence de personnes de différents horizons, cultures, croyances, habitudes, etc.

Enfin, l'enseignement donne aux gens les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour participer pleinement à la vie politique et sociale. Des personnes bien instruites prennent des décisions plus réfléchies, se forment plus facilement leur propre opinion sur divers aspects de la société et y prennent place en tant que citoyen actif. Un enseignement de qualité est aussi un moteur de changement social. ■

Plan et l'éducation de qualité

La Coalition internationale Plan et l'éducation

Une éducation de qualité est l'une des priorités de la Coalition internationale Plan. En 2010, une nouvelle « stratégie d'éducation » a été formulée et mise en place dans 48 pays du Sud.

Plan opte pour une approche globale basée sur les droits. La traduction stratégique de cette approche aboutit à un diptyque : résoudre les problèmes au niveau de la communauté, et trouver les points d'achoppement du système éducatif. Afin d'éliminer les faiblesses, Plan met fortement l'accent sur le plaidoyer aux niveaux local, régional, national et mondial. Les connaissances et l'expérience obtenues par la mise en œuvre de ses projets et programmes sont utiles et forment la base pour le travail de plaidoyer et les campagnes. En plus du travail de plaidoyer politique, Plan accompagne des organisations locales qui donnent la possibilité aux enfants, aux jeunes et aux adultes de revendiquer eux-mêmes leur droit à l'éducation. De cette façon - en renforçant les « détenteurs de droits » (les jeunes et les adultes), et en influençant et en travaillant de manière constructive avec les « porteurs d'obligation » (les autorités) - Plan vise des améliorations structurelles et durables en matière d'éducation.

Plan Belgique : focus sur l'éducation primaire de qualité

La Coalition internationale Plan se concentre sur différents niveaux d'enseignement dans 48 pays du Sud : de l'enseignement maternel formel et non formel à l'enseignement secondaire supérieur. Plan Belgique souscrit à la stratégie internationale, mais met un accent particulier sur 10 pays partenaires (Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Équateur, El Salvador, Laos, Niger, Pérou, Togo et Vietnam). En collaboration avec les autorités et les organisations locales, Plan travaille de façon intensive dans ces 10 pays pour améliorer la qualité de l'enseignement. Cette méthode de travail permet à Plan Belgique de concentrer ses moyens sur un certain nombre d'interventions spécifiques et assure un impact maximal à l'organisation.

« Active Teaching and Learning » au Vietnam

L'enseignement vietnamien est encore un exemple typique du transfert traditionnel des connaissances : l'enseignant explique, les élèves écoutent. Il y a quelques années, le parlement a décidé de moderniser l'enseignement. Outre le transfert de connaissances, l'enseignement des compétences de base (la pensée critique, la collaboration, etc.) devenait une priorité pour les enseignants. Les programmes et manuels scolaires ont été modifiés pour mettre en avant les méthodes d'enseignement interactives et la participation des étudiants. La formation de perfectionnement pour les enseignants, qui visait à les faire enseigner d'une toute autre façon, n'a malheureusement pas pu mettre les réformes en pratique.

Cette observation a servi de base pour le projet « Active Teaching and Learning » que Plan Belgique soutient depuis 2009. Plan forme des responsables du ministère de l'éducation dans trois districts dispersés dans les provinces de Thai Nguyen et de Phu Tho, pour qu'ils puissent eux-mêmes former et suivre les enseignants. Parallèlement à ce projet, Plan a mis en place des forums où les enseignants peuvent échanger leurs expériences et apprendre les uns des autres. Renforcer les comités de parents est le troisième pilier du projet : impliquer les parents plus étroitement dans l'éducation de leurs enfants est une nécessité pour améliorer la qualité de l'enseignement.

Ce projet est mené dans 10 écoles pilotes. En coopération avec le gouvernement vietnamien, il sera pris en charge par d'autres provinces si les résultats sont évalués positivement. Le projet est donc un catalyseur et un moteur de changement important pour le système éducatif vietnamien. L'ensemble du projet a été élaboré en consultation avec la Coopération Technique Belge (CTB) et l'association flamande pour la coopération au développement et l'assistance technique (Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand - VVOB). Les deux organisations soutiennent des initiatives similaires au Vietnam. ■ ■ ■

¹⁴ Voir l'Observation générale de la CIDE « Les buts de l'éducation »

Accès à une éducation de qualité pour les minorités ethniques à Bokeo (Laos)

Outre les problèmes habituels dans l'enseignement (le niveau de formation des enseignants, le manque de connaissances et de matériel pédagogiques,...), la province de Bokeo fait face à des problèmes très spécifiques. Les enseignants et les élèves parlent souvent une langue différente. Ce n'est pas surprenant puisque, avec ses 15 groupes ethniques différents, la province est un véritable patchwork. Dans les petits villages de montagne isolés, il n'y a pratiquement pas d'installations de base. Ce sont en particulier les filles qui sont privées d'éducation car l'école est trop éloignée. Plan veut éliminer l'inégalité d'accès à l'éducation, notamment en encourageant et en soutenant les filles issues de minorités ethniques pour qu'elles puissent aller à l'école. Sensibiliser les parents à l'importance de l'éducation pour leurs filles et prévoir des bourses d'études ne sont que quelques exemples prévus dans le plan d'action.

Plan prévoit également les moyens de mener du travail de plaidoyer à la fois au niveau provincial et national. Le fer de lance du lobbying est d'accorder une attention particulière aux groupes les plus vulnérables dans les initiatives politiques. Concrètement, cela signifie notamment l'inclusion (partielle) de la langue maternelle comme langue d'enseignement. Les cours sont actuellement donnés en Lao, une langue que la plupart des enfants des groupes ethniques ne comprend pas.

Éducation et lutte contre la traite des enfants au Togo et au Bénin

La traite des enfants reste un problème de taille dans les pays voisins d'Afrique occidentale, le Togo et le Bénin. Diverses évaluations indiquent que l'absence de qualité est l'une des principales causes d'abandon scolaire précoce. Les enfants qui délaissent prématurément l'école sont plus souvent victimes de la traite.

Plan Belgique soutient le programme transfrontalier PROTECT au Bénin et au Togo. Le projet prévoit une amélioration structurelle des systèmes éducatifs dans les deux pays, tant au niveau de l'enseignement maternel qu'au niveau primaire. Une approche communautaire a été retenue, qui implique considérablement la population locale dans l'éducation de ses enfants. De cette façon, la communauté est responsabilisée et sensibilisée à l'importance de l'éducation. Tout cela se fait en consultation et en coopération avec les responsables de l'éducation des gouvernements béninois et togolais.

Outre les exemples ci-dessus, l'ONG Plan Belgique est également active au Cambodge, au Pérou, au Burkina Faso et au Niger (à partir de 2011) en matière d'enseignement. ■



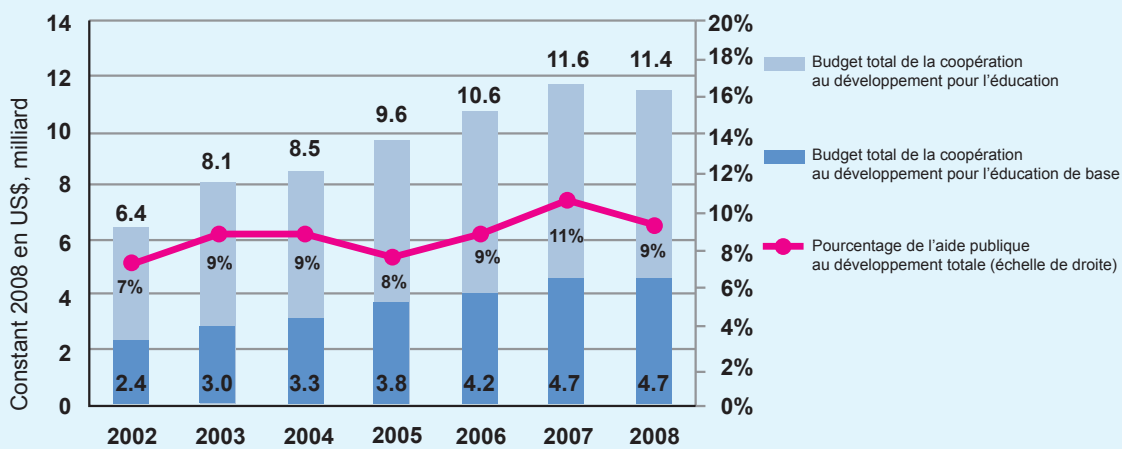
La coopération au développement pour une éducation primaire de qualité

Budgets internationaux pour l'éducation à travers la coopération au développement (2008)

En 2010, l'UNESCO a procédé à une analyse des budgets de la coopération au développement pour « l'éducation de base »¹⁵, basée sur les chiffres de l'OCDE-CAD (2008). L'analyse démontre qu'en 2008, et ce pour la première fois depuis le Forum mondial sur l'éducation à Dakar

en 2000, le budget de la coopération au développement internationale en matière d'éducation de base n'a pas augmenté par rapport à l'année précédente. Le budget total de l'éducation a en fait diminué (voir Figure 5). Les budgets pour l'éducation de base en Afrique subsaharienne, région qui a le plus besoin d'aide, ont diminué de 4%. Comme le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école augmente, cela représente en fait une diminution de 6% par élève dans l'enseignement primaire.

Figure 5: Budget total de la coopération au développement pour l'éducation, depuis 2002

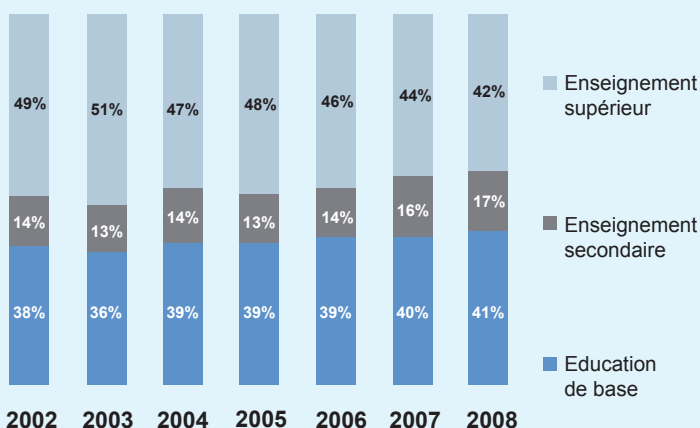


Source: Overview of total Aid to Education – Global Monitoring Report 2010

Dans le budget total de la coopération au développement en matière d'éducation dans le Sud, l'enseignement primaire représente 41%. La part de l'enseignement primaire au sein du portefeuille de l'éducation est plus ou moins stable depuis 2004. Jusqu'ici, la plus grande partie des budgets de l'éducation a été allouée à l'enseignement supérieur

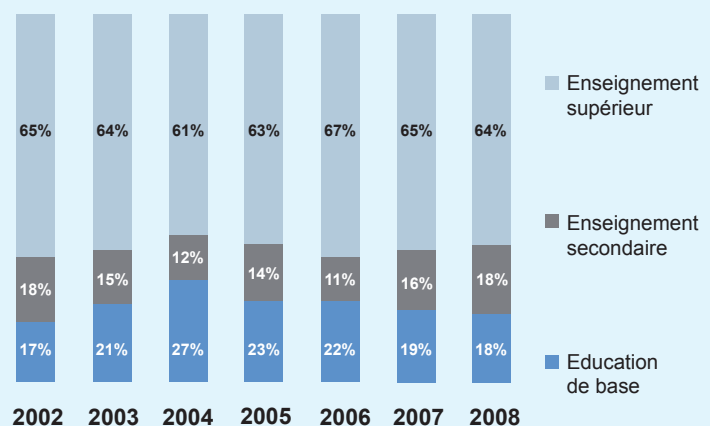
(voir Figure 6). L'analyse des pays bénéficiaires démontre que les pays aux revenus intermédiaires reçoivent plus de moyens que les pays à faibles revenus. Compte tenu des besoins énormes dans les pays à faibles revenus, la part de ces pays devrait cependant être beaucoup plus élevée.

Figure 6: Budget total de la coopération au développement pour l'éducation par niveau



Source: Overview of total Aid to Education – Global Monitoring Report 2010

Figure 7: Coopération belge au développement pour l'éducation, par niveau



Source: Overview of total Aid to Education – Global Monitoring Report 2010

¹⁵ La définition de l'éducation de base varie selon le contexte. Les chiffres utilisés ici proviennent de l'OCDE-CAD. L'OCDE-CAD définit l'éducation primaire comme suit : l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et l'enseignement pour « les compétences de base de la vie courante pour les jeunes et les adultes, y compris l'alphabétisation ».

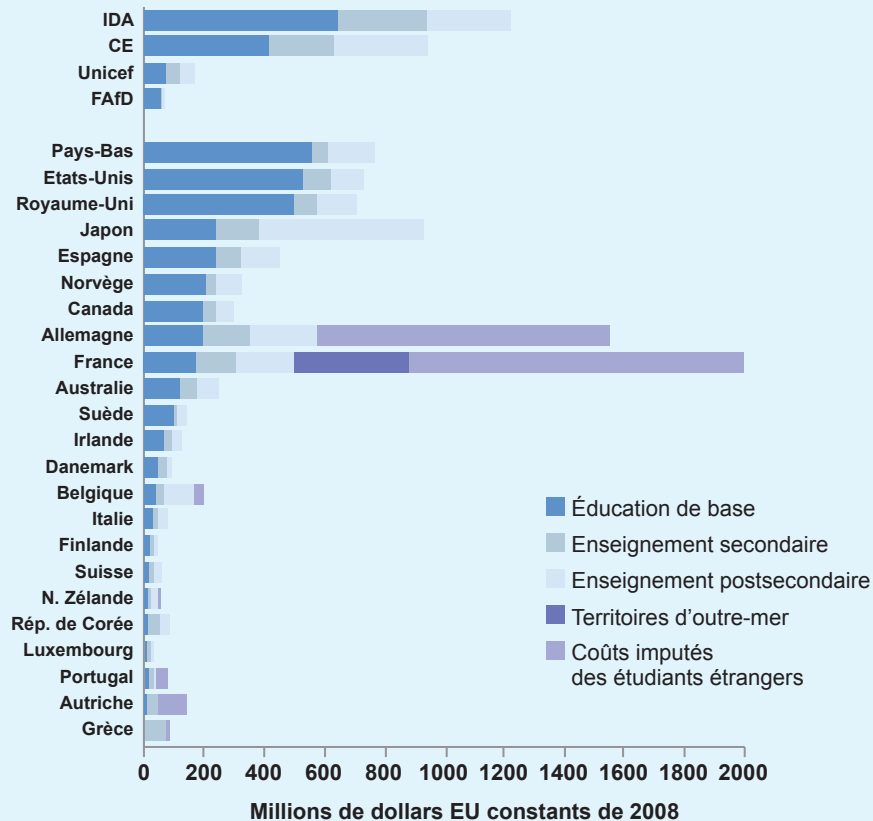
La coopération belge au développement et l'enseignement primaire

En Belgique, bien que le budget total pour l'éducation ait légèrement augmenté, les budgets pour l'enseignement de base baissent depuis 2006. Seuls 18% du budget total éducation de la coopération belge au développement sont alloués à l'enseignement primaire (voir figure 7). C'est moins de la moitié du budget moyen qu'un bailleur de fonds bilatéral consacre à l'enseignement de base (voir figure 8). Dans le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011, l'UNESCO encourage cependant les bailleurs à consacrer au moins 50% de leur budget pour l'éducation à l'enseignement de base. L'enseignement maternel ne figure, quant à lui, presque pas dans la politique de développement belge.

Le plus gourmand des budgets belges est l'enseignement supérieur : près des deux tiers ou 64% du budget de l'éducation sont alloués à l'enseignement supérieur. Selon Plan Belgique, de grandes questions peuvent être posées sur l'efficacité et la pertinence de cette focalisation sur l'enseignement supérieur. Il y a d'énormes défis en matière d'enseignement maternel, primaire et secondaire qui nécessitent des investissements urgents. Le nombre d'étudiants qui parcourt tout le cycle de l'enseignement et qui peut prétendre à l'enseignement supérieur est trop restreint pour justifier une si grande part pour l'enseignement supérieur. ■ ■ ■



Figure 8: L'engagement des donateurs en faveur de l'éducation de base est très variable
Décaissements d'aide à l'éducation, par niveau d'enseignement, moyenne 2007-2008



IDA: Association internationale de développement.
CE: Commission européenne, FAFD: Fond africain de développement

Source: Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011, p.122

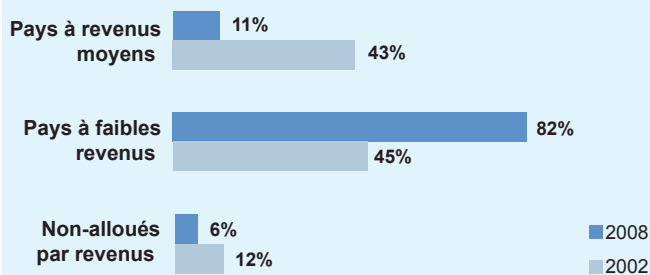
■ ■ ■ Une tendance plus positive peut être remarquée dans l'attribution des budgets pour l'éducation de base dans les pays à revenus faibles, moyens et élevés. Depuis 2002, les pays à faibles revenus reçoivent proportionnellement une plus grande part du budget. C'est une conséquence positive de la politique de concentration belge qui ne compte plus que 18 pays partenaires (voir figure 9).

À l'heure où nous publions cette lettre d'information, les analyses de l'UNESCO de 2009 et 2010 ne sont pas encore disponibles, une certaine

prudence est donc requise dans les déclarations concernant les résultats. À première vue, les chiffres de la DGD de 2009 démontrent une diminution significative dans les budgets pour l'éducation primaire par rapport à 2008 (voir la figure 9 et 10). Cette première tentative d'interprétation doit cependant être nuancée : les budgets pour l'éducation comprennent des « catégories résiduelles » importantes pour lesquelles il est difficile de déterminer la proportion allouée à l'enseignement primaire.¹⁶



Figure 9: Répartition par groupes de revenus



Source: Overview of total Aid to Education – Global Monitoring Report 2010

¹⁶ En matière d'appui budgétaire, il n'est particulièrement pas évident de déterminer quel pourcentage est alloué à l'enseignement primaire.



» L'ONG Plan Belgique est cependant très inquiète

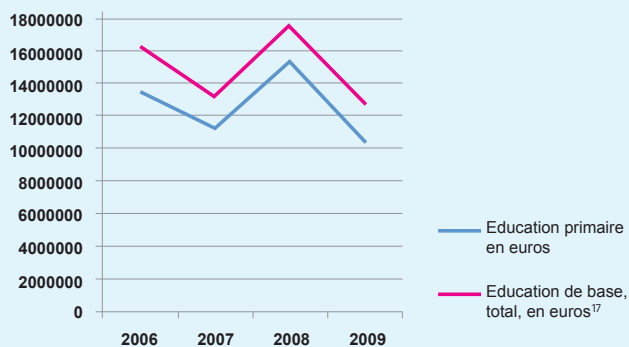
À la suite du « Code de conduite sur la division du travail dans la politique de développement » de l'UE, la Belgique a du mettre en avant 2 ou 3 secteurs prioritaires avec ses pays partenaires dans les Programmes Indicatifs de Coopération (PIC). Sur les 13 nouveaux PIC, seuls 4 considèrent encore l'éducation comme priorité : la RD Congo, le Burundi, l'Ouganda et les territoires palestiniens. L'analyse de ces quatre PIC démontre aussi que l'enseignement de base est très peu soutenu. En outre, l'appui à l'éducation de base chez certains ex-pays partenaires, comme le Cambodge, arrive bientôt à sa fin. En d'autres termes, l'avenir ne semble pas prometteur pour le soutien à l'éducation de base par la Coopération bilatérale belge au développement.

■ ■ ■ À la suite du « Code de conduite sur la division du travail dans la politique de développement » de l'UE, la Belgique a du mettre en avant 2 ou 3 secteurs prioritaires avec ses pays partenaires dans les Programmes Indicatifs de Coopération (PIC).

La mesure dans laquelle la coopération multilatérale pourra compenser le manque de soutien démontré ci-dessus n'est pas certaine. Nous constatons que la Belgique a déjà fourni un effort important en 2009 dans l'Initiative *Fast Track*¹⁹ en augmentant la contribution, passant de 1,4 million de dollars en 2009 à 6,6 millions de dollars en 2010. Reste à espérer que cette tendance se poursuive en 2011.

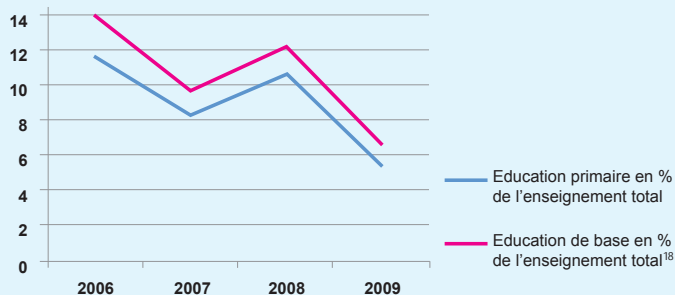
La mesure dans laquelle le gouvernement belge met l'accent sur la qualité de l'éducation de base est difficile à discerner dans le budget. Le passé nous enseigne que la Belgique n'est pas une mauvaise élève quand il s'agit de la qualité de l'éducation. Des interventions au Congo, au Rwanda et au Cambodge se concentrent spécifiquement sur l'amélioration de la qualité, tandis que le soutien budgétaire à l'éducation dans le Sud est octroyé à l'éducation dans son ensemble. Un choix qui, par définition, influe également sur la qualité de celle-ci. ■

Figure 10: Dépenses en euros



Source: Chiffres DGD, 2009

Figure 11: Dépenses en % de l'enseignement total



Source: Chiffres DGD, 2009

¹⁷ La catégorie « éducation de base » est en ligne avec la définition de l'OCDE-CAD, la somme de « l'enseignement primaire », « maternel » et « l'éducation pour améliorer le niveau de vie pour les jeunes et les adultes » (voir référence 10).

¹⁸ Idem

¹⁹ L'initiative *Fast Track* est un partenariat international entre les bailleurs et les pays en développement qui s'efforce de rendre l'enseignement primaire accessible à tous les enfants d'ici à 2015. L'idée est qu'aucun pays ne devrait être ralenti dans l'exécution de son enseignement pour cause de budgets limités.

Recommandations

Plan Belgique demande au gouvernement belge de faire grand cas du droit à une éducation de qualité pour les enfants dans le Sud à travers les différents canaux de la coopération au développement. Plan Belgique plaide pour une approche fondée sur les droits combinant le soutien et le plaidoyer auprès des gouvernements au renforcement de la position des enfants, des parents et des communautés afin qu'ils puissent revendiquer leur droit à l'éducation. Plus spécifiquement, Plan recommande :

1. Une attention particulière pour l'éducation maternelle et pour la petite enfance. La base de l'épanouissement se crée dans les premières années de l'enfant. Il est essentiel d'harmoniser les programmes préscolaires à ceux de l'enseignement primaire.

2. Une attention pour l'éducation primaire de qualité, notamment :

- en augmentant de façon significative les budgets pour l'enseignement primaire. En consacrant 18% du budget de l'éducation à l'éducation de base, la Belgique est encore loin des 50% préconisés par l'UNESCO ;
- en prêtant attention aux aspects 'd'accès' et de 'qualité' ;
- en soutenant le monitoring et l'évaluation des résultats scolaires ;
- en inscrivant clairement la qualité de l'éducation de base dans la nouvelle note sectorielle de l'éducation.





Rédaction: Hans De Greve
hans.degreve@planbelgie.be

Traduction: Taal&Tekst

Rédaction finale: Sarah Mulongo

Lay-out: Michaël Vanderyken

Photos: Plan/Sigrid Pinnox,
Vanhlee Lattana, Mark Pengelly

Plan Belgique asbl

Galerie Ravenstein 3 B 5

1000 Bruxelles

Tél: 02 504 60 00

E-mail: info@planbelgique.be

www.planbelgique.be

Numéro de compte: IBAN BE84 0000 0001
5659 (BIC BPOTBEB1)

Plan Belgique est une ONG belge, membre de la Coalition internationale Plan, une organisation de développement qui promeut activement les droits des enfants dans 48 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Plan vise à améliorer de façon structurelle les conditions de vie des enfants du monde entier. Cet objectif se concrétise à travers des projets de développement dans le Sud, du travail de lobbying politique en Belgique et à l'étranger et la sensibilisation de la population belge. ■



Plan

Chaque enfant compte.